



Ensemble, accentuons la pression pour restaurer l'ordre constitutionnel Le régime montre son désarroi après le désaveu de la Cour de Justice de la CEDEAO

Le régime togolais a déclaré à l'AFP que la Cour de Justice de la CEDEAO « n'a aucune compétence de contrôle de constitutionnalité du droit interne, ni un titre à juger un pouvoir constituant national. »

Cette déclaration est incontestablement une fuite en avant qui traduit le profond désarroi d'un pouvoir déstabilisé par l'arrêt de la Cour de Justice de la CEDEAO. En confirmant que le changement de Constitution est « inconstitutionnel », la Cour a frappé d'un sceau judiciaire l'illégalité et l'illégitimité du pouvoir de Lomé. Dès lors, aux yeux de la communauté internationale le régime togolais devient donc un paria.

C'est pour sortir de ce borbier que le pouvoir de Lomé se démène et tente ce dilatoire maladroît. Mais, l'arrêt de la Cour est sans appel et les autorités togolaises ne peuvent désormais plus se cacher derrière la bienveillance de la communauté internationale.

Appel à la CEDEAO et à l'Union Africaine

Le peuple togolais appelle la CEDEAO et l'Union Africaine à ne pas se laisser distraire par le dilatoire désespéré du régime, et à assumer entièrement leurs responsabilités envers lui, en appliquant les dispositions de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance (CADEG).

En s'appuyant sur l'article 23/5 de la Charte, la Cour impose de facto à la Commission de la CEDEAO et celle de l'Union Africaine l'application des articles 24 et 25 du même texte.

Appel au peuple

Vigoureusement contesté à l'intérieur depuis plusieurs décennies, le pouvoir de Lomé a toujours recherché une légitimité internationale en s'appuyant sur un activisme diplomatique. La Cour de Justice de la CEDEAO vient de briser ce soutien. Le régime se retrouve fragilisé, désemparé et plus que jamais exposé.

Soyons donc vigilants pour que ce pouvoir dynastique ne renaisse pas de ses turpitudes en organisant un faux dialogue, suivi d'une révision de sa Constitution illégale puis des élections frauduleuses.

C'est le moment d'accentuer la pression pour mettre fin à la dictature, afin d'ouvrir la voie de la transition et des assises nationales qui permettront à toutes les forces vives de la Nation de refonder la République.

Togolaises, Togolais, soyons tous mobilisés et restons à l'écoute des mots d'ordre qui sont en préparation. L'heure de la mobilisation générale approche à grands pas.

Pour

DMK – ORIGINALE

Dynamique Monseigneur Kpodzro

Thomas Kokou NSOUKPOE

Superviseur Général

DMP, Dynamique pour la Majorité du Peuple

Sambiri TARGONE

Coordonnateur

LDP, Lumière pour le Développement dans la Paix

Tchagnaou OURO-AKPO

Président

« Touche Pas A Ma Constitution »

Nathaniel OLYMPIO

Premier Porte-Parole